



Employés de la poste grecque manifestant contre la privatisation, devant le ministère des Finances, le 30 mai 2011.

Photo AFP

Le "Congrès" n'aura pas lieu

Panique à bord.

Rien ne va plus dans les sommets de l'Union européenne, qui se déchirent sur la manière de faire face à la mise en faillite inéluctable de la Grèce, menaçant la zone euro, l'Union européenne, voire même les marchés financiers mondiaux, d'une avalanche dévastatrice.

Dans cette situation, la question clé est le consensus national exigé dans tous les pays par l'Union européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne (la fameuse « troïka »).

Et malgré la « bonne volonté » des uns et des autres à se plier à cette exigence, la résistance des travailleurs et des peuples provoque des fractures surprenantes.

En France, c'est l'un des principaux dirigeants parlementaires de l'UMP, le député Gilles Carrez, qui « *déconseille formellement* » (1) à Sarkozy d'aller plus avant dans la procédure d'examen du projet de « règle d'or » constitutionnelle interdisant les déficits publics.

En effet, au Sénat, le PS a voté contre, François Hollande avançant pour 2012 son propre projet (*lire page 4*).

« *Ne jouons pas avec le feu* », prévient Carrez, redoutant une sanction des fameuses agences de notation financière américaines en cas d'échec final du projet Sarkozy au "Congrès" (réunion extraordinaire de tous les députés et sénateurs à Versailles).

La campagne du POI aborde donc une nouvelle phase : elle mènera, le 1^{er} octobre, à un meeting internationaliste, puis à une conférence nationale de délégués des comités politiques contre le consensus sur « la réduction des déficits publics ».

Yan Legoff

(1) *Le Journal du dimanche*, 19 juin.

Le gouvernement américain, par la voix du FMI, ordonne à l'Union européenne de faire taire ses divergences pour conjurer la faillite de l'Etat grec. Une seule mission donnée au nouveau gouvernement "socialiste" à Athènes : parvenir à une "accord national" avec l'opposition et les syndicats.

Grèce : un nouveau gouvernement pour, coûte que coûte, imposer un consensus

Christel Keiser

Le 19 juin dernier, les ministres des Finances de la zone euro, réunis à Luxembourg, ont refusé, à la demande expresse de l'administration américaine, de débloquer la cinquième tranche d'« aide » de 12 milliards d'euros à la Grèce tant que le Parlement grec n'aurait pas voté un nouveau plan d'austérité. Alors que la Grèce est au bord de l'effondrement, entraînant une crise majeure qui menace l'existence même de l'Union européenne et de l'euro, une même solution est exigée par tous pour faire passer ce plan : imposer coûte que coûte le consensus. Tous les partis (et les organisations syndicales) devraient s'engager.

L'enjeu est clairement indiqué par John Lipsky, directeur du FMI par intérim et représentant des intérêts du gouvernement américain. Il a ainsi demandé aux responsables européens d'accélérer le règlement de la crise, car il faut « *éviter que la crise se propage de la périphérie de l'Europe vers le centre, et de là vers le reste du monde* » !

Herman Van Rompuy, le président de l'Union européenne, a donné le ton : « *Ce n'est pas le moment pour la politique partisane (...), mais pour l'unité dans l'action.* »

Le Premier ministre grec, le « socialiste » Georges Papandréou, a souligné que la priorité était la réalisation « *d'un accord national* ». C'est également le sens de l'appel des ministres des Finances européens à « *l'unité politique nationale compte tenu de la longueur, de la magnitude et de la nature des réformes requises* ».

Nécessité, donc, d'un consensus entre les députés de la Nouvelle Démocratie (le parti de droite) qui doivent voter le plan et ceux du

Pasok (le Parti socialiste). Mais ce n'est pas si simple. Après la démission de deux députés du Pasok, le gouvernement a procédé à un remaniement ministériel.

« Une vraie guerre »

Le nouveau ministre grec des Finances, le « socialiste » Evángelos Venizélos, a immédiatement déclaré : « *Je quitte le ministère de la Défense pour aller là où il y a une vraie guerre.* » Une vraie guerre contre les députés du Pasok qui hésiteraient à voter le plan, contre les syndicalistes qui rechigneraient à sa mise en œuvre, et également contre les travailleurs et le peuple grecs.

Ainsi, le quotidien *Le Monde* indique : « *La mission de Venizélos est d'abord interne : restaurer la paix sociale* », précisant que Venizélos a appelé à « *redécouvrir le consensus social* ».

Selon *Le Figaro*, « *aux yeux des Grecs, la troïka est devenue l'ennemi public numéro 1* ».

Le 19 juin, de nouveau, par dizaines de milliers, travailleurs et jeunes ont manifesté dans les rues d'Athènes à l'appel des organisations syndicales et du « mouvement des indignés ». Dans ce contexte, certains responsables syndicaux proposent de « *renégocier* » le plan. D'autres, tel le secrétaire général du syndicat des fonctionnaires (Adedy), déclarent : « *L'Europe peut prendre son argent et partir. Elle nous étouffe avec ses mesures de rigueur (...). L'Etat veut vendre les terres à des étrangers, avec les grandes sociétés. Notre pays n'est pas à vendre, on préfère la faillite.* » Si les mots ont un sens, cela ne devrait-il pas se traduire dans le combat pour l'unité pour le retrait du plan du gouvernement, premier pas vers la rupture avec la politique de la troïka ?

Depuis le premier plan d'austérité en mars 2010, 40 % de Grecs ne peuvent plus payer leur facture d'électricité ni faire face à leurs dépenses élémentaires. Le taux de chômage est passé de 12 à 20 % (40 % chez les jeunes et chez les femmes).

Quand le Trésor américain tient le stylo de l'Eurogroupe

Lu dans *Le Figaro* (21 juin 2011)

« Les Etats-Unis sont aussi inquiets d'un naufrage de la Grèce que le Vieux Continent (...). A Luxembourg (...), l'effort américain s'est trouvé une figure de proue : John Lipsky, patron par intérim du FMI (...). Hier, au petit matin, on l'a même vu s'emparer du stylo et aider à corriger ce qui allait devenir la déclaration finale de l'Eurogroupe (...). Il n'y a pas de doute sur le rôle dont est investi ce natif de l'Iowa, ancien chef économiste de Salomon Brothers et JP-Morgan. "Lipsky représente le Trésor US (le ministère des Finances américain - NDLR) et il défend les intérêts américains", lâche un diplomate (...).

Une débâcle bancaire européenne pourrait s'étendre de l'autre côté de l'Atlantique, miroir de l'effondrement de Lehman Brothers en 2008. Pour la seconde fois en moins d'un an, Obama vient dire à la chancelière (*allemande*) qu'elle doit mettre la main au portemonnaie en faveur d'Athènes. "L'Allemagne est le pays clé", insiste le président (...). John Lipsky n'a pas caché hier son impatience. Il a commandé aux Européens de "mettre sans tarder un point final" à leur débat sur la restructuration de la dette et la mise en marche d'un nouveau fonds de sauvetage de l'euro. Et il a clairement mis le danger dans la balance : "Il s'agit d'éviter que la crise se propage de la périphérie de l'Europe vers le centre, et de là vers le reste du monde." »

CAMPAGNE

Lisbonne (Portugal), 18 et 19 juin 2011 Rencontre ouvrière européenne d'urgence

Dominique Ferré

A la veille de la formation du nouveau gouvernement portugais sous l'égide de la « troïka » (FMI-Banque centrale européenne-Commission européenne), se réunissait les 18 et 19 juin, à Lisbonne, une « rencontre ouvrière européenne d'urgence ». Cette rencontre se tenait au siège du Syndicat des professeurs du Grand Lisbonne (SPGL), à l'invitation des militants ouvriers portugais qui avaient mené campagne lors des élections à l'Assemblée de la République pour la rupture avec tout « consensus » avec les plans de la « troïka » et pour leur retrait pur et simple.

Venus du Portugal, de l'Etat espagnol, d'Irlande, d'Italie, de France, d'Allemagne, de Suisse et de Suède, des militants ouvriers de toutes tendances ont débattu des problèmes communs du mouvement ouvrier en Europe, qui se concentrent sur la question : comment s'organiser pour submerger les directions du mouvement ouvrier qui se soumettent à la pression sans précédent des étrangleurs des peuples, Union européenne, FMI et gouvernements à leur service, pour aider les travailleurs à se réapproprier ces organisations dont ils ont besoin pour se rassembler et défaire l'offensive du capital financier ? Nous publions des extraits de la discussion et les conclusions de cette rencontre.

Retrait du plan de la «troïka» !

« Les travailleurs en ont marre ! Mon fils travaille à la poste, il était délégué syndical, aujourd'hui il est démoralisé. Les jeunes veulent une réponse tout de suite. Il est nécessaire de donner une perspective aux jeunes qui ont terminé leurs études et sont au chômage. »

C'est en ces termes, explique Carmelinda Pereira, ancienne députée socialiste à l'Assemblée constituante issue de la révolution d'avril 1974, qu'une enseignante a interpellé Armenio Carlos, l'un des dirigeants de la CGTP, qui recevait, le 17 juin, une délégation de militants portugais organisateurs de la rencontre européenne. Un cri d'indignation qui résume toutes les aspirations du peuple portugais face au plan d'assassin que la « troïka » attend qu'applique le nouveau gouvernement.

Un cri qui exprime les attentes légitimes des travailleurs et des militants portugais qui avaient poussé la direction de la CGTP à refuser de signer le « pacte social » proposé par le Premier ministre PS Socrates (refus provoquant la chute de ce dernier).

« Les partis de gauche ont refusé d'ouvrir une issue » (un militant du Bloc de gauche)

Licínio, ouvrier de la verrerie depuis l'âge de 11 ans, à Marinha Grande, militant du Bloc de gauche (BE), affirme quant à lui : « Quel bilan de 1992 à 2011 ? Les gouvernements, pendant toute cette période, sous l'égide des seigneurs de l'Union européenne, ont dépensé des milliards pour fermer une bonne partie des entreprises de verrerie de Marinha Grande. Ce sont 12 entreprises et 2000 emplois qui ont été liquidés, et toujours avec des promesses de « reclassement ».

Les mesures annoncées par la « troïka » n'annoncent pas des jours meilleurs. Tous les partis parlementaires connaissent la situation de liquidation de notre secteur d'activité. Sous l'égide de l'Union européenne, on organise la délocalisation vers des pays qui ont une main-d'œuvre moins chère, dans des conditions proches de l'esclavage, prétexte pour éliminer la force de travail dans les pays prétendument démocratiques et souverains.

Mais même les partis qui se disent de gauche, le Bloc de gauche compris, n'ont pas été capables, ou n'ont pas voulu ouvrir une issue face à cette situation désastreuse, c'est à dire reprendre le vieux mot d'ordre du mouvement ouvrier qu'il nous



Lisbonne, le 5 mai : les émissaires de la «troïka» (Banque centrale européenne, Commission européenne et FMI) annoncent les mesures contenues dans l'accord signé avec le gouvernement portugais.

faut nous réapproprier : un pour tous et tous pour un. »

« Restructurer la dette » ou combattre pour son annulation ?

Rendant compte du plan de dévastation de la nation portugaise que le gouvernement issu des élections du 5 juin s'est engagé à mettre en œuvre, Carmelinda Pereira ajoutait en introduction aux travaux de la rencontre :

« Le problème central auquel le mouvement ouvrier est confronté, c'est que les directions des organisations, produits de la lutte de la classe ouvrière, participent de façon active ou passive à l'application des plans. La veille de cette rencontre, nous avons demandé un rendez-vous à la direction de la CGTP et nous avons été reçus par le camarade Armenio Carlos, un des coordinateurs de la CGTP. Armenio Carlos nous a expliqué qu'il était contre le plan de la troïka et qu'il fallait s'y opposer, mais, a-t-il ajouté, « c'est pour cela que la CGTP a toujours défendu la restructuration de la dette et l'allongement des délais pour la réduction des déficits ». »

Mais, affirme une syndicaliste portugaise de la fonction publique : « Renégocier la dette ? C'est comme si vous dites aux précaires et aux chômeurs : vous serez éternellement précaires ! »

La nécessaire rupture du « consensus » avec la troïka

Même son de cloche dans la délégation allemande, qui dénonce la

campagne haineuse du gouvernement Merkel contre les travailleurs portugais, grecs, irlandais.

De toute part, la crise ravage les sommets de l'Union européenne et des gouvernements : « Les journaux de la bourgeoisie allemande s'inquiètent : « Cacophonie entre CE, BCE, FMI », titre l'un, qui s'effraie de ce que toutes les mesures pour juguler la crise n'ont fait que la renforcer », insiste Carla Boulboullé, responsable du bulletin *Soziale Politik und Demokratie* en Allemagne et coordinatrice du comité pour l'Alliance européenne des travailleurs. C'est précisément parce qu'ils sont en crise que les

institutions européennes comme les gouvernements ont tant besoin de tenter d'intégrer les organisations ouvrières.

Bruno Ricque, syndicaliste hospitalier de France, informe ainsi que, dans le cadre de « l'euromanifestation » de la Confédération européenne des syndicats, le 21 juin, trois confédérations syndicales en France se sont prononcées pour la « réduction graduelle des déficits publics », ce qui est parfaitement contradictoire avec la résistance à tous les niveaux dans les syndicats qui s'exprime contre les mesures gouvernementales.

LES CONCLUSIONS DE LA RENCONTRE

« Meeting internationaliste, à Paris, le 1^{er} octobre »

Les participants ont affirmé dans l'appel adopté : « Nous décidons, solennellement, ici, au Portugal frappé de plein fouet, d'appuyer et de relayer dans tous nos pays la campagne pour le retrait du plan imposé par l'Union européenne et le FMI. Nous décidons d'amplifier le combat engagé dans nos organisations pour la défense de leur indépendance par rapport à ces plans, qui exige que soit clairement fixé comme objectif central leur retrait pur et simple. »

Un terrain sur lequel se retrouve pleinement le Parti ouvrier indépendant. Et c'est tout naturellement qu'un militant de la délégation française a invité les participants à se retrouver à la tribune du meeting internationaliste, le 1^{er} octobre prochain, à Paris.

ÉDITORIAL

Gouvernance, ajustement : les exigences du FMI

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

A l'heure où l'Union européenne menace de se disloquer et d'entraîner dans sa chute tout « l'ordre » capitaliste international, les cercles dirigeants du capital financier nord-américain décident de prendre les choses en main. Parlant ouvertement en leur nom, M. Lipsky, directeur général du FMI par intérim, a, ce 20 juin, appelé les gouvernements européens à « mettre un terme au débat stérile sur le reprofilage ou la restructuration de la dette ». Car, explique-t-il, quelle que soit la technique retenue, le but est « l'ajustement ».

Parlons-en, de l'ajustement. En Asie, en Afrique, en Amérique latine, à l'est de l'Europe, les tristement célèbres « plans d'ajustement structurel » ont, depuis des décennies, pillé les nations et taillé dans leur chair, transformant en déserts des contrées possiblement riches. S'agissant de l'Europe en 2011, Lipsky préconise l'« ajustement des systèmes de fiscalité et de prestations sociales, des structures de conventions collectives et de la protection de l'emploi (...) ; ouverture des marchés de services et des biens afin de renforcer la compétitivité et réduction des coûts de création et de fermeture d'entreprises afin d'améliorer le climat des affaires et de promouvoir l'esprit d'entreprise ». L'ajustement est donc synonyme de liquidation de la Sécurité sociale, des conventions collectives et des statuts, de tous les droits ouvriers, et de facilitation des plans de démantèlement et de licenciements.

Pour imposer cette panoplie destructrice, Lipsky appelle à mettre en place de « nouveaux outils de gouvernance ». Autrement dit : le consensus entre les Partis socialistes et leurs alliés, au pouvoir comme dans l'opposition, avec les partis de droite, aussi nécessaire qu'il soit, ne suffit pas. Le « nouvel outil de gouvernance » du FMI, c'est l'association des organisations ouvrières aux représentants des patrons et des gouvernements pour appliquer leurs plans meurtriers.

Le mouvement ouvrier doit-il répondre à cette injonction ? Ou doit-il refuser de reconnaître comme « nécessaire » la réduction des déficits publics et affirmer clairement qu'il n'a pas vocation à être l'auxiliaire de la « troïka » et du FMI ?

Les travailleurs et les peuples n'ont que trop payé pour la crise de décomposition du système capitaliste (1). Chacun le comprend : en France comme dans le reste de l'Europe, l'heure des plus grands combats approche. Pour les préparer et aider à préserver l'indépendance du mouvement ouvrier, le Parti ouvrier indépendant s'adresse aux signataires de son appel contre la réforme constitutionnelle (et, au-delà, à tous ceux qui partagent la même conviction) et leur propose de se réunir pour discuter de cette situation et de constituer ensemble des comités d'action politique contre la dictature des déficits publics.

C'est dans le même objectif qu'il appelle tous les adhérents et les comités de la région parisienne du POI à préparer, sous le mot d'ordre « *Dehors la troïka, le FMI et l'Union européenne ! Aucune subordination à la dictature des déficits publics !* », le meeting internationaliste de masse, le 1^{er} octobre, avec la participation de travailleurs et de militants de Grèce, d'Italie, d'Espagne, du Portugal, de Grande-Bretagne, d'Allemagne et de toute l'Europe.

(1) En France, depuis 1973 (date depuis laquelle l'Etat est contraint d'emprunter sur les marchés), 1 433 milliards d'euros de fonds publics ont été versés aux capitalistes et aux spéculateurs au titre des intérêts de la dette !

Photo AFP

PARTI SOCIALISTE

Chronique

POLITIQUE

Après le vote
au sein du PCF

Olivier Doriane

Un vote était organisé le 17 juin dans le PCF. Il s'agissait de déterminer quel candidat ce parti soutiendrait à l'élection de 2012. La direction, autour du secrétaire national, Pierre Laurent, et de l'ancienne secrétaire nationale, Marie-George Buffet, menait campagne depuis plusieurs mois pour que ce soit Jean-Luc Mélenchon, du Parti de gauche, qui soit désigné comme candidat du Front de gauche. Un débat intense a traversé le PCF, nombre de militants voyant dans cette proposition (le prolongement d'une amplification de la stratégie du Front de gauche) un pas supplémentaire dans le sens de la dissolution du PCF. Le principal opposant à la candidature de Jean-Luc Mélenchon était un député du PCF, André Chassaigne. Tout en se prononçant pour le Front de gauche, il se proposait comme



candidat au nom du PCF. Le vote au cours duquel se sont exprimés 47 789 militants (sur les 69 227 inscrits) a donné les résultats suivants : la candidature de Jean-Luc Mélenchon a recueilli un peu moins de 59 % des voix, celle d'André Chassaigne 37 %, un troisième candidat qui se présentait contre la stratégie du Front de gauche réunissant 4 %.

Il est incontestable que ce vote des militants (et il faut y intégrer nombre de ceux qui ne sont pas allés voter car ils savaient que les jeux étaient faits) traduit une inquiétude sur la disparition de leur parti au profit d'une dissolution dans la forme apartidaire du Front de gauche. En effet, puisque le principal candidat d'opposition ne présentait pas une orientation différente de celle de la direction, la seule différence aux yeux des militants portait sur la question de l'existence ou non du PCF. Au plan électoral, pour commencer. Mais au-delà. Du point de vue particulier qui est celui de militants du PCF, ce vote exprime une recherche. Les militants savent que face à l'offensive du FMI, de l'Union européenne, pour détruire toutes les conquêtes sociales collectives, pour liquider toute forme de démocratie, les travailleurs ont besoin de syndicats et de partis. Il reste que leur volonté de maintenir leur parti ramène à des questions plus fondamentales. Elles ne pourront pas être contournées dans le débat qui, inévitablement, va se développer.

François Hollande présente son propre
projet de réforme constitutionnelle

L'opposition du PS au projet de réforme constitutionnelle du gouvernement ne porte pas tant sur le fond que sur la forme. Le projet présenté par François Hollande est même, par certains aspects, plus dangereux.

Yan Legoff

Le Parti socialiste et ses partenaires parlementaires (PCF et Parti de gauche, écologistes) ont voté contre la réforme constitutionnelle « sur l'équilibre des finances publiques », débattue au Sénat les 14 et 15 juin. Il est donc quasi certain que Nicolas Sarkozy ne pourra réunir la majorité de 60 % nécessaire à l'adoption de cette réforme, qui visait à inscrire dans la Constitution, par l'intermédiaire de lois-cadres pluriannuelles contraignantes, la baisse de toutes les dépenses publiques, y compris celles de la protection sociale. Avant même le vote du Sénat, François Hollande, favori des prochaines primaires du PS pour la candidature à l'élection présidentielle, proposait dans les colonnes du Monde (daté du 14 juin) son propre projet de réforme constitutionnelle.

Tous les sénateurs du PS, comme avant eux leurs collègues députés, ont voté contre la réforme constitutionnelle présentée par Nicolas Sarkozy. Pas tant sur le fond que sur la méthode. « Si notre diagnostic de l'état de la France doit conduire à demander un effort particulier à nos compatriotes, a déclaré le sénateur PS Bernard Frimat, il n'y a pas besoin, pour cela, de révision constitutionnelle. Il faut, en revanche, rechercher l'adhésion des Français (...) »

"FORGER UN CONSENSUS"

L'Union européenne et le Fonds monétaire international ne disent pas autre chose. Dans le plan qu'ils ont imposé à la Grèce, l'an dernier, avec le gouvernement « socialiste » de ce pays, ils ont inclus une clause qui dit : « Pour forger un consensus sur les politiques à mettre en œuvre pour surmonter la crise, le gouvernement invitera les représentants du patronat et des syndicats à signer un pacte social pour la durée du programme. » Dans une tribune accordée au Monde (14 juin), François Hollande entend précisément réserver une place particulière aux organisations syndicales : celle de véritables partenaires du pouvoir politique.

"CHANGER LA MÉTHODE"

« En 2012, écrit-il, l'alternance doit être totale. Elle doit permettre de changer la méthode par

laquelle les réformes sont réalisées, mais aussi fournir un cadre de négociations et un agenda social avec une claire répartition des tâches entre la loi et la démocratie sociale. »

Une « alternance totale » en 2012 se résume donc, selon François Hollande, à un « changement de méthode ». Comment pourrait-il en être autrement à partir du moment où les dirigeants du PS revendiquent de « réduire les déficits » mieux que Nicolas Sarkozy ?

« L'histoire nous enseigne, précise Hollande, qu'une réforme est toujours mieux acceptée quand elle est négociée et que nombre de conflits ont bouleversé le calendrier politique, voire les échéances électorales. »

"CONFÉRENCE SOCIALE EN 2012"

Bref, François Hollande se fait fort de réaliser ce que le gouvernement Sarkozy n'a pas réussi à faire jusqu'au bout, malgré ses constantes tentatives : associer, intégrer même les organisations syndicales à la mise en œuvre de la politique gouvernementale par une sorte de « pacte social » qui ne dirait pas son nom. Il propose même de changer la Constitution pour cela. Mais auparavant, il annonce qu'en cas de victoire à l'élection présidentielle, il convoquera une « conférence sociale qui serait réunie au lendemain des scrutins de 2012 ». Cette conférence, qui rassemblerait, sous l'égide du gouvernement, patrons et syndicats, « serait saisie des priorités du quinquennat », parmi lesquelles « une nouvelle gouvernance des entreprises ».

Et de préciser : « Sur chacun des thèmes, serait identifié ce qui relève de la négociation et ce qui revient au Parlement, ainsi que le calendrier de ces rendez-vous. » C'est effectivement une « répartition des tâches ».

"L'ÉTAT DOIT MONTRER L'EXEMPLE"

« L'Etat doit lui-même montrer l'exemple, poursuit Hollande. Dans cet esprit, je souhaite que s'engage avec les fédérations de fonctionnaires une



négociation globale qui toucherait aux questions d'effectifs, de précarité et de pouvoir d'achat, afin de mesurer les conséquences en termes budgétaires. »

Le piège tendu est gros comme une maison. Comme il n'est pas question pour François Hollande de remettre en cause la « réduction des déficits » découlant du traité de Maastricht, il s'agirait, en fait de « négociation », de faire reprendre à leur compte par les organisations syndicales le gel du point d'indice, la poursuite de la réduction des effectifs de fonctionnaires...

"DÉCENTRALISER" LES "NORMES SOCIALES"

Partenaires de l'Etat, les organisations syndicales sont aussi appelées, par François Hollande, à devenir partenaires du patronat au nom de « l'intérêt général ». Il faut, dit-il, « laisser une plus grande place aux partenaires dans la définition et l'élaboration des normes sociales », et cela, au niveau local de l'entreprise, et réformer la Constitution dans cet objectif. Il précise : « Cette modification constitutionnelle devrait avoir, en matière de démocratie sociale, le même impact que les lois de décentralisation dans l'organisation de notre démocratie territoriale. » « Décentraliser » le Code du travail, c'est-à-dire la définition des contrats de travail ? Décentraliser les conventions collectives, les statuts ? Cela ne peut mener qu'à la plus complète déréglementation.

Pour se justifier, François Hollande déclare : « Démocratie politique et démocratie sociale concourent l'une comme l'autre au service de l'intérêt général. »

Un régime qui prétend enserrer les organisations syndicales dans la définition d'un prétendu intérêt général (celui de l'Union européenne, des marchés financiers), qui souhaite en faire des partenaires intégrés de l'Etat et du patronat, porte un nom : le corporatisme.

POINT DE VUE

A propos d'une rencontre à l'Assemblée nationale

Olivier Doriane

Le 14 juin 2011, une rencontre a été organisée à l'Assemblée nationale par trois députés de la FASE (ex-PCF), François Asensi, Patrick Braouezec et Jacqueline Fraysse, à propos de la « volonté du président de la République de réaliser une nouvelle modification de la Constitution par le Parlement ». Considérant qu'« il faut voir dans ce projet la volonté de constitutionaliser la rigueur budgétaire et de soumettre toute politique aux critères de gestion dictés par l'Union européenne », ces trois députés proposaient de prendre « l'initiative d'une grande campagne publique de toutes les forces qui doivent agir ensemble et mettre ainsi en échec ce projet présidentiel ».

Attentif à ne rien négliger pour explorer la possibilité de développer des initiatives d'unité contre le projet de réforme gravant dans le marbre de la Constitution la question de la réduction des déficits publics, le POI a mandaté une délégation pour s'y rendre (1).

Le déroulement de la réunion a montré une grande disparité des points de vue, notamment sur la question de la réduction des déficits publics (et plus généralement de l'Union européenne).

L'introduction de Patrick Braouezec et de Jacqueline Fraysse soulignait les dangers du projet de réforme constitutionnelle, notamment au niveau des collectivités territoriales.

Le Parti de gauche indique alors qu'il faut inscrire cette initiative dans le cadre de la campagne électorale : « Le gouvernement de gauche ne doit pas sortir de l'Union européenne, mais refuser le traité de Lisbonne qui impose des politiques libérales. Sortir de l'UE serait un cadeau fabuleux au repli nationaliste. »

Le représentant du M'PEP affirme de son côté que « sortir de l'euro est la seule manière de mener une politique de gauche, car il n'y aura aucune politique de gauche sans cela. On ne peut pas faire une autre politique dans ce cadre, car l'Union européenne, c'est l'abandon de toute souveraineté populaire, l'abandon

de toute souveraineté sur la monnaie, sur les services publics, sur la démocratie. » Ce qui amène un des députés à formuler ceci : « C'est un débat, mais en tout cas, sortir de cette l'Union européenne, certainement oui. Mais il faut une coopération. J'y crois beaucoup. »

Pour le NPA, il ne faut pas tout mettre sur le dos de l'Europe, car pour certains « l'euro a bon dos ».

Les responsables de Copernic demandent un débat sur la question européenne et « l'Europe que nous voulons ». Ils appellent au soutien aux « Indignés » et à la manifestation de la CES du 21 juin, celle-là même qui se prononce pour « la réduction graduelle des déficits publics » (voir Informations ouvrières, n° 153).

Comme d'autres intervenants, ils insistent sur leur volonté d'associer organisations syndicales et organisations politiques. On évoque également la nécessité de « lier la compétitivité et la question sociale ». Le POI, quant à lui, a fait état de sa campagne sur laquelle se sont regroupés 45 000 travailleurs pour exiger le retrait de ce projet, menace

contre la démocratie, contre les droits collectifs de la classe ouvrière, contre la Sécurité sociale, menace également contre l'activité indépendante des organisations syndicales. Il a également souligné que, quels que soient les développements à venir au Parlement, la question du rejet de l'obligation de réduire les déficits publics était une question centrale en relation avec la politique de l'Union européenne.

En conclusion, tous les participants convenaient qu'avant d'envisager une initiative commune, il fallait bien entendu un texte permettant de préciser l'objet de celle-ci.

A la suite de l'annonce par e-mail après la réunion, par l'association Copernic, selon laquelle un collectif aurait été constitué, le POI a rappelé dans un courrier que telle n'était pas la conclusion de cette réunion et que, en conséquence, le POI ne saurait être engagé par cette annonce.

(1) Etaient présents notamment le Parti de gauche, le NPA, Copernic, la Gauche unitaire et le M'PEP.

CAMPAGNE NATIONALE CONTRE LA RÉFORME CONSTITUTIONNELLE ET LA RÉDUCTION DES DÉFICITS PUBLICS

De nouveaux comités d'action politique se constituent en Moselle et en Loire-Atlantique

Rassemblement à la préfecture de Metz (Moselle)

Un appel à préparer une conférence nationale contre la dictature de la dette

Une cinquantaine de militants, de salariés, de jeunes, pour certains membres du POI, du PCF ou d'autres partis, et des militants syndicalistes se sont rassemblés, le 14 juin 2011, devant la préfecture de la Moselle. Une dizaine de militants ont pris la parole pour exposer les conséquences du paiement de la dette sur la Sécurité sociale, les écoles, l'action sociale... Une délégation a été reçue par le sous-préfet. Porteurs de 2 100 signatures contre la réforme constitutionnelle, les membres de la délégation ont exprimé au sous-préfet les raisons du rejet de la dictature de la dette. Celui-ci s'est engagé à transmettre au préfet. Rendant compte de la

délégation lors du rassemblement, Jean Markun, secrétaire national du POI, est intervenu pour expliquer : « Le silence assourdissant qui entoure les débats sur la réforme constitutionnelle n'empêchera pas la campagne de signatures de se développer. Ce rassemblement



permet de rendre visible notre démarche, car il exprime la revendication claire du refus de payer la dette, alors que la Confédération européenne des syndicats (CES) appelle à manifester le 21 juin pour "étalement de la dette". On constate un développement des luttes, que ce soit en France, en Espagne, en Grèce... Notre combat est internationaliste, il exprime la volonté de tous les peuples en Europe de rompre avec les institutions de l'Union européenne. » Le rassemblement s'est conclu par l'adoption d'un appel à se constituer en « comité départemental pour l'unité contre la dictature de la dette » et à préparer une conférence nationale ainsi qu'un meeting internationaliste. ■

Appel (extraits)

“Cette machine à détruire doit être stoppée”

Tous, nous exprimons notre indignation devant les faits suivants : à Hayange, Mittal arrête le fourneau P3, l'immeuble de la Sécurité sociale est en vente, la municipalité de gauche supprime des postes d'Atsem et fusionne les clubs de foot. A Hagondange, après avoir été privatisée, Asco-Safe est vendue à un fonds de pension américain, il reste moins de 1 000 salariés sur 3 000 ! De plus, l'immeuble de la Sécurité sociale est mis en vente. A Saint-Avold, la maternité Hospitalor est en voie de fermeture, des dizaines de postes dans les établissements scolaires sont supprimés et le projet de fermeture de la centrale Emile-Huchet menace de supprimer 200 emplois. Dans le canton d'Ars-sur-Moselle, c'est l'intégration de force par le préfet de dix communes du Val de Moselle dans Metz-Métropole, avec, à la clé, 20 % au moins d'augmentation des impôts locaux (...). Cette machine à détruire de l'Union européenne et de la dictature des déficits publics doit être stoppée. Pour cela, nous estimons que tous ceux qui se réclament du mouvement ouvrier et de la démocratie ont le devoir de regrouper leurs

forces pour frapper sur un même clou (...). La rupture avec cette politique est nécessaire, (...) Si on ne le fait pas (...), on sera pris dans un engrenage qui aboutit inévitablement à accompagner la politique de destruction en définissant des « degrés acceptables » de réduction des acquis ouvriers et démocratiques. Or, pour nous, il ne s'agit pas d'accompagner cette politique, il s'agit de s'y opposer, de la bloquer, en aidant à organiser l'unité de la population, des élus, des militants (...). C'est pour aider à ouvrir cette issue que, dans le respect des engagements de chacun, nous proposons de constituer un « comité départemental pour l'unité pour la défense et la reconquête des droits de la population et de la démocratie, contre la dictature de la dette » (...). Nous invitons tous les élus, les travailleurs, les militants politiques et syndicaux de toutes tendances du mouvement ouvrier qui partagent ces objectifs à rejoindre notre initiative. Nous proposons d'organiser dans nos localités des réunions dans le but de préparer une conférence nationale et un meeting internationaliste contre la dictature de la dette. » ■

Réunion à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique)

Quarante militants de toutes tendances s'organisent pour amplifier la campagne

Trois cent cinquante citoyens et militant(e)s de la région nazairienne ont signé la déclaration « contre la réforme constitutionnelle ». Parmi eux, à titre personnel, de nombreux responsables politiques du PCF, du POI, du Parti de gauche, et syndicaux (de la FSU, de la CGT et de FO). Le 16 juin, une quarantaine d'entre eux se sont réunis. Un responsable syndical du chantier naval s'est félicité que 44 ouvriers du chantier aient signé la déclaration et a décrit les dégâts prévisibles pour l'industrie : « Le Fonds stratégique d'investissement qui permet à l'Etat d'entrer dans le capital des entreprises — comme STX ou Aéroports de Paris, etc. — risque de disparaître en 2012, alerte un récent rapport du Sénat. » Une syndicaliste de l'hôpital a indiqué que « la loi Bachelot, qui interdit les déficits, a "obligé" la direction à mettre en place un plan de retour à l'équilibre (4 milliards) qui visait à diminuer les coûts salariaux et qui, par conséquent, remettait en cause les statuts des personnels. Ce fut le déclencheur de la grève des médecins et des personnels. Nous n'avions jamais vu une telle détermination. Au cours du conflit, nous nous sommes adressés à nos unions locales, qui ont appelé les autres salariés et la population à manifester le 7 avril. La grève a arraché 8 postes et a fait sauter le blocage des promotions des personnels. » Un retraité du chantier naval a renchéri : « En France, les manifestants de 2010 n'ont pu empêcher le vote de la loi contre les retraites, car le mouvement profond a été dévoyé par quelques dirigeants. Il a manqué une force

organisée, localement et nationalement, pour imposer le retrait du projet de loi. Avec les 350 premiers signataires du texte contre la modification de la Constitution, et la qualité des signataires, nous sommes sur la voie de régler cette question à Saint-Nazaire. Il faut nous organiser pour qu'à la prochaine poussée revendicative, nous puissions ensemble faire sauter les barrages et gagner sur les revendications. Je propose donc que nous discutons des formes de regroupement à mettre en place entre nous pour cela. » Un camarade a indiqué que 44 étudiant(e)s de l'IUT de Saint-Nazaire avaient signé la déclaration. La discussion a abouti à la proposition de constituer à Saint-Nazaire un « collectif de résistance ouvrière et étudiante », et à l'adoption d'une adresse aux 350 signataires. Dans cette adresse, les militants réunis « décident d'amplifier la campagne de signatures et d'envoyer un courrier à madame la

députée de la circonscription avec une demande d'entrevue pour lui remettre les signatures (...) ». Ils affirment leur refus « que le mouvement ouvrier s'intègre à la "gouvernance" pour "réduire les déficits publics" ». Ils indiquent que c'est « face en particulier aux menaces qui pèsent sur le chantier naval STX et dans la continuité de la prise de position de 150 élus du département pour la prise de participation majoritaire de l'Etat afin de sauver le chantier, pour résister aux attaques contre nos droits collectifs, dans la continuité du combat pour l'unité pour le retrait de la réforme des retraites » qu'ils se constituent en collectif de résistance. Ils exigent : « Pas de consensus avec les banques ! La dette n'est pas celle des peuples ! Annulation de la dette ! Non à la dictature des déficits ! » Chaque participant(e) a versé un euro pour sa diffusion, avant de continuer à discuter autour d'un pot fraternel. ■



Invités par le secrétaire de la section de Saint-Nazaire du PCF, lui-même signataire de la déclaration contre la réforme constitutionnelle, des camarades l'ont présentée à la signature des participants à la fête départementale annuelle du PCF le 11 juin et ont recueilli 35 signatures dont celles du précédent secrétaire fédéral du PCF, du secrétaire départemental de la FSU, du secrétaire du syndicat CGT des communaux, celui de La Poste, etc.

Vienne

Une lettre ouverte aux députés du PS du département “Les députés du PS ont justifié leur refus du projet de loi avec des arguments que nous ne pouvons que récuser”

Dans la Vienne, une vingtaine de militants syndicalistes, membres d'un comité de liaison de toutes tendances pour l'unité ouvrière, ainsi que le secrétaire départemental du POI, une conseillère municipale du Front de gauche et le secrétaire national du Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP) interpellent, dans une lettre ouverte, les députés PS du département sur la réforme constitutionnelle et leurs déclarations en faveur de la politique de réduction des déficits publics : « Nous n'ignorons pas que, lors du débat à l'Assemblée nationale, les députés du PS ont justifié leur refus du projet de loi avec des arguments que nous ne pouvons que récuser (...). Pour les syndicalistes que nous sommes, de tels arguments ont de quoi choquer, car ils tiennent

pour rien la privatisation de tous les services publics en application du principe de "concurrence libre et non faussée" et des directives européennes, de la déréglementation généralisée du droit du travail, des coupes budgétaires imposées à tous les niveaux (Etat, collectivités territoriales, organismes de Sécurité sociale) pour se conformer aux critères de convergence économique des traités de Maastricht et d'Amsterdam, des délocalisations, de la désindustrialisation massive, du démantèlement de l'agriculture, etc. Madame, messieurs les députés, vous qui déterminez en partie le pouvoir d'interdire au président de la République de perpétrer un nouveau coup d'Etat contre la démocratie, nous sollicitons de vous rencontrer courant juin afin de pouvoir discuter plus avant de toutes ces questions. » ■

La campagne : centralisation au 21 juin 2011

47 012 signatures de 82 départements

Ain : 82 ; Aisne : 213 ; Allier : 656 ; Alpes-de-Haute-Provence : 760 ; Alpes-Maritimes : 243 ; Ardèche : 891 ; Ardennes : 95 ; Ariège : 110 ; Aube : 29 ; Aude : 103 ; Bouches-du-Rhône : 2 368 ; Calvados : 157 ; Cantal : 13 ; Charente-Maritime : 347 ; Cher : 31 ; Corrèze : 5 ; Côte-d'Or : 504 ; Côtes-d'Armor : 209 ; Dordogne : 116 ; Doubs : 304 ; Drôme : 64 ; Eure : 92 ; Eure-et-Loir : 1 001 ; Finistère : 450 ; Gard : 240 ; Haute-Garonne : 377 ; Gers : 221 ; Gironde : 809 ; Hérault : 1 786 ; Ille-et-Vilaine : 800 ; Indre-et-Loire : 525 ; Isère : 562 ; Jura : 421 ; Landes : 400 ; Loire : 127 ; Haute-Loire : 171 ; Loire-Atlantique : 950 ; Loiret : 180 ; Lot-et-Garonne : 35 ; Maine-et-Loire : 450 ; Manche : 55 ; Marne : 29 ; Haute-Marne : 10 ; Mayenne : 80 ; Meurthe-et-Moselle :

720 ; Morbihan : 61 ; Moselle : 2 230 ; Nièvre : 12 ; Nord : 261 ; Oise : 750 ; Pas-de-Calais : 310 ; Puy-de-Dôme : 124 ; Pyrénées-Atlantiques : 354 ; Pyrénées-Orientales : 415 ; Bas-Rhin : 532 ; Haut-Rhin : 195 ; Rhône : 1 616 ; Saône-et-Loire : 278 ; Sarthe : 270 ; Savoie : 654 ; Haute-Savoie : 350 ; Paris : 5 701 ; Seine-Maritime : 627 ; Seine-et-Marne : 1 002 ; Yvelines : 658 ; Deux-Sèvres : 200 ; Somme : 665 ; Tarn : 100 ; Tarn-et-Garonne : 10 ; Var : 517 ; Vaucluse : 212 ; Vendée : 35 ; Vienne : 446 ; Haute-Vienne : 15 ; Vosges : 180 ; Yonne : 190 ; Territoire-de-Belfort : 124 ; Essonne : 1 479 ; Hauts-de-Seine : 1 792 ; Seine-Saint-Denis : 3 945 ; Val-de-Marne : 1 484 ; Val-d'Oise : 1 427. ■

Signez, faites signer l'appel du POI